

LES GRANDES PHASES OPÉRATIONNELLES DE LA GUERRE D'INDOCHINE

Au cours de l'année 1946, les questions de fond entre Viêtminh et Français se heurtent à l'antagonisme total des positions. À ces derniers, qui parlent d'autonomie et de division (refusant le rattachement de la Cochinchine au reste du Vietnam), le premier répond par deux mots : indépendance et réunification. Le 19 décembre, il décide de passer à l'action et, peu après 20 heures, ses milices attaquent l'ensemble des garnisons françaises du Tonkin et du Nord-Annam. La guerre d'Indochine commence.



Ces mitrailleurs du 10^e BPCP pataugent sur une diguette en avril 1951 lors de l'opération Méduse. Au premier plan s'avance le chef de pièce muni du PM MAT 49. Derrière lui se tient le chargeur armé du fusil MAS 36 CR39 et qui porte le trépied de la mitrailleuse. Enfin, on distingue le tireur portant sa Browning M1919 A4 sur l'épaule. Les civils que l'on remarque au sein du groupe sont des coolies recrutés pour le portage des munitions.

A Paris, comme à Saïgon, militaires et civils semblent d'accord pour privilégier l'emploi des armes avant de reprendre d'éventuelles négociations, car seule une solution politique peut mettre fin au conflit. Pour les Français toutefois, le Viêtminh a perdu son crédit et il paraît nécessaire de chercher un nouvel interlocuteur, tout en prenant en compte le poids du nationalisme vietnamien. Dès le mois de janvier 1947 s'esquisse la «solution Bao Dai» : la restauration de l'institution monarchique et de son prétendant sur le trône d'Annam. Elle va mettre trois ans à aboutir... Sur le terrain, le Viêtminh s'attache à développer un corps de bataille puissant, tout en poursuivant les mêmes méthodes insurrectionnelles qu'il pratique depuis 1945, attaquant les voies de communication, harcelant les petites garnisons, tandis que des embuscades de plus en plus sophistiquées anéantissent les patrouilles françaises. L'état-major français met en place une réponse qui existe de longue tradition dans l'armée française : elle s'appelle la pacification. Il s'agit d'assurer la protection et le contrôle des populations tout en obtenant le renseignement nécessaire à abattre l'appareil politico-militaire Viêtminh par l'édification de centaines de postes créant ainsi un véritable maillage territorial. Toutefois, malgré les efforts entrepris dans ce domaine, la «bataille» de la pacification est perdue, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la crise aiguë des effectifs du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient (CEFEO) interdit toute activité nocturne des postes, leur rayonnement est donc limité aux opérations en journée. Ensuite, l'instruction est insuffisante et la motivation de la troupe reste faible, les hommes (contrairement à leurs adversaires Viêtminh) ne sont pas assez sensibilisés à leur mission. Le jeu des relèves, tous les deux ans, et l'absence d'une conduite cohérente des opérations par les autorités politiques et militaires françaises, qui hésitent entre le nord et le sud du Vietnam, empêchent toute action continue dans un même secteur. Enfin, la partie politique de la pacification donne dans l'ensemble des résultats décevants; les mesures politiques de «l'action psychologique» se révèlent inadaptées face à



Un poste en Indochine.

Soldats vietnamiens du corps expéditionnaire au repos. Indispensables à l'effort de guerre français en Indochine, les combattants autochtones représentent parfois jusqu'à 70 % des effectifs dans certaines unités.

celles du Viêtminh qui a mis en place un solide système d'encadrement des populations, comme leur prise en main idéologique. Or, sans l'appui de la population, le renseignement ne parvient pas aux unités françaises. C'est là, surtout, que la guerre se perd. Le second volet de la pacification est la recherche et la destruction du potentiel militaire adverse qui se traduisent par une multitude d'opérations à objectifs plus ou moins limités. Mais, quel que soit le volume des forces engagées, les modes d'action sont presque toujours identiques. La plupart du temps, la lenteur de la



Le milieu physique du théâtre d'opérations indochinois est marqué par l'omniprésence de l'eau. La progression en rizière se révèle particulièrement épuisante pour les soldats européens, trop lourdement équipés.

À la veille de la campagne du nord-est, appelé « bataille de la RC 4 » par les Français, Hô Chi Minh passe en revue une unité de l'armée populaire vietnamienne.

progression, due à la nature du terrain, l'absence de secret opérationnel et la faiblesse des effectifs du CEFEO empêchent l'étanchéité du bouclage réalisé et, à la faveur de la nuit, les unités rebelles peuvent s'exfiltrer du dispositif mis en place.

Il en est de même des grandes opérations conduites entre 1947 et 1950 : elles tombent très souvent « dans le vide » et permettent à l'adversaire de s'échapper face au dispositif trop lâche des Français. Le déroulement et le bilan de l'opération « Léa », à l'automne 1947, illustrent parfaitement les limites de la supériorité du CEFEO dans le domaine de la puissance de feu et de la manœuvre. Les succès tactiques obtenus ne changent rien à la carte de guerre et le temps joue incontestablement en faveur de l'armée populaire du Vietnam (APV), le « bras armé » du Viêtminh, qui se renforce année après année. À la fin de l'année 1949, la guerre d'Indochine dure depuis quatre ans déjà et la situation connaît une certaine stagnation. S'il apparaît que le Viêtminh n'est pas en mesure de gagner la guerre, le temps joue cependant en sa faveur : chaque mois il se renforce et les officiers français peuvent constater ses progrès sur le terrain. De son côté, le corps



expéditionnaire, s'il continue à posséder un avantage qualitatif et quantitatif sur son adversaire, semble incapable de porter un coup décisif à l'ennemi; le total des pertes commence à s'alourdir. 9500 Français, 2530 légionnaires, 1963 Africains et Nord-africains sont déjà tombés dans les rizières de Cochinchine ou les montagnes de la Haute région tonkinoise.

La guerre de reconquête s'avère donc être un échec : la pacification n'enregistre que de maigres progrès et le résultat des grandes opérations est décevant. Un événement international majeur va toutefois modifier la physionomie du conflit. En effet, la victoire des communistes chinois et la proclamation de la République populaire Chine en octobre 1949 transforment soudain le conflit indochinois en l'un des théâtres d'opérations de la Guerre froide. L'arrivée des troupes de Mao aux frontières de l'Indochine remet ainsi en cause l'équilibre des forces et entraîne deux conséquences majeures : elle introduit d'une part un nouvel acteur, la Chine communiste dont la puissance peut balayer les intérêts français en Asie du sud-est et fournit d'autre part un refuge et la possibilité d'une aide très importante aux forces de APV. Alors que Hô Chi Minh et les responsables du parti communiste vietnamien sortent de leur isolement et sont propulsés sur la scène mondiale, l'APV bénéficie d'une aide militaire sans précédent : armes, munitions et ravitaillement divers affluent en masse et franchissent la frontière à destination des zones qui échappent au contrôle des Franco-Vietnamiens. Cette armée, qui à terme comprendra un puissant corps de bataille fort de six divisions d'infanterie (304, 308, 312, 316, 320 et 325) et d'une division « lourde »



artillerie-génie (351), a désormais le sens de l'espace. Elle peut porter le fer de plus en plus loin – sa logistique le lui permet, et monter des opérations de plus en plus audacieuses.

Le désastre de la Route coloniale 4 (RC 4), au mois d'octobre 1950 en même temps qu'il symbolise un tournant en révélant la puissance nouvelle du Viêtminh, représente un sévère avertissement pour le commandement français, le renforcement de l'APV n'ayant suscité jusqu'ici dans le corps expéditionnaire « qu'un vague sentiment d'inquiétude » ce, malgré les mises en garde répétées du 2e Bureau (renseignement), correctement renseigné sur la nature et le volume de l'aide chinoise. De fait, l'évacuation de la Zone frontière du nord-est se termine par un désastre pour le CEFEO qui perd sept bataillons de troupes aguerries. Mal conçue, mal conduite et mal exécutée, l'opération est un désastre. Au-delà d'une défaite locale, celle-ci sanctionne en définitive la mauvaise conduite de la guerre

Parachutistes du 2^e BPC lors des combats de Hoa Binh en 1951.

des gouvernements de la IV^e République et une conduite des opérations incohérente des autorités politiques et militaires en Indochine.

La perte de l'initiative 1951-1952

À Paris, la défaite de la RC 4 conduit à la réorganisation du commandement afin de donner un nouvel « élan » à la guerre. Après les refus des généraux Juin, Guillaume et Kœnig, le général de Lattre de Tassigny est nommé le 6 décembre 1950 aux postes de haut-commissaire de France et de commandant en chef en Indochine. La personnalité fortement marquée de ce chef, mais également la qualité de l'équipe dont il a su s'entourer amènent très rapidement un changement radical au sein du corps expéditionnaire. Ce sursaut et le nouvel état d'esprit de la troupe se



Division d'assaut navale (Dinassaut) n° 8 patrouillant sur la rivière Bassac dans le secteur de Can Tho, en Cochinchine, en août 1952.

traduisent, sur le terrain, par trois victoires consécutives : au cours du premier trimestre 1951, les trois puissantes offensives sur le Delta (bataille de Vinh Yen en janvier, de Mao Khe en mars et du Day en mai) lancées par Giap se soldent par de cuisants échecs et les régiments de l'APVN subissent de très lourdes pertes. Par ailleurs, « l'ère de Lattre » est marquée par la modernisation et l'homogénéisation des matériels du CEFEO. En effet, les progrès du communisme en Asie du Sud-est et le déclenchement de la guerre de Corée, en juin 1950, ont amené le changement de la politique des États-Unis vis-à-vis de la lutte que mène la France en Extrême-Orient. Cette évolution se concrétise avec l'arrivée dans les ports de Saïgon et de Haïphong, de véhicules, chars, blindés, canons, avions d'origine américaine. Le CEFEO change de visage. Les combats eux, vont changer de nature.

À la fin de l'année 1951, la politique menée par le général de Lattre semble marquer le pas. Après les victoires remportées au printemps précédent, beaucoup de temps et d'énergie ont été consacrés à la mise sur pied de l'armée vietnamienne et à l'accroissement de l'aide américaine. Pressé par le gouvernement et l'opinion publique, de Lattre veut reprendre l'initiative et a besoin pour cela d'une nouvelle victoire. Hoa Binh est l'objectif. Cette localité, outre sa relative proximité avec Hanoi (75 km au sud-ouest) est un important nœud de communications utilisé par le Viêtminh dans ses liaisons avec le Nord-Annam. La localité, occupée sans coup férir le 14 novembre 1951 va

devenir l'enjeu d'une bataille de communication, fluviale, d'abord sur la rivière Noire et terrestre ensuite, sur la route coloniale n° 6 (RC 6). Ne comptant pas ses pertes, Giap lance ses divisions dans la bataille ; à la fin du mois de décembre, les Français abandonnent toute navigation sur la rivière Noire et évacuent les postes censés la surveiller. Sur la RC 6, les combats font rage aux mois de janvier et février 1952 et, si les régiments de l'APVN sont saignés, la bataille d'Hoa Binh s'enlise et absorbe loin du delta l'essentiel des forces mobiles françaises. Le général Salan, qui remplace de Lattre, mort à Paris le 11 janvier 1952, décide la rétraction du dispositif. Menée de main de maître par le colonel Gilles, l'opération « Arc-en-ciel » se déroule les 24 et 25 février 1952 et permet l'évacuation de Hoa Binh et de toutes les forces engagées sans pertes sérieuses.

Les opérations autour de Hoa Binh et de la RC 6 ont, par ailleurs, à peine entamé l'esprit offensif de l'ennemi à l'intérieur du Delta. Ainsi, dès le retour des forces franco-vietnamiennes derrière les ouvrages fortifiés de la ligne de Lattre, l'état-major reprend sa tâche de pacification, avec plus ou moins de succès. C'est cependant en Haute Région que le centre de gravité de la guerre se déplace à l'automne 1952. En effet, l'incapacité du Viêtminh à ébranler les positions françaises dans le delta du Tonkin décide Giap à porter la guerre en pays Thai, dans un milieu de jungle et de montagnes où ses troupes retrouvent leurs avantages. Au mois de septembre, trois divisions (308, 312 et 316) franchissent le fleuve Rouge et investissent la région au nord de la rivière Noire, balayant les postes français, dont celui de Nghia Lo, pivot de la défense française. Du fait de la disproportion des forces, les petites garnisons françaises sont devenues une proie trop facile pour les 30000 hommes que Giap lance dans la bataille ; Salan ordonne donc le repli sur Na San. La fonction assignée à Na San évolue donc rapidement dans l'esprit du commandant en chef : d'abord zone de recueil des unités en repli, elle devient môle défensif, puis base aéroterrestre, cela en l'espace de quelques jours. À partir du 20 octobre 1952, est ainsi constitué le Groupe opérationnel de la moyenne rivière Noire (GOMRN) dont le commandement est confié au

colonel Gilles. Afin de donner les délais nécessaires à l'organisation défensive du terrain, l'opération « Lorraine » est déclenchée sur les arrières de l'ennemi à la fin du mois d'octobre. Lorsque l'armée populaire attaque les 12000 hommes de la garnison, entre le 30 novembre et le 2 décembre 1953, elle subit un sanglant échec : hachées par les mitrailleuses et l'artillerie, rejetées sur leur base de départ par les contre-attaques des bataillons parachutistes placés en réserve générale, les unités Viêtminh n'insistent pas et se replient au prix de lourdes pertes. Na San, une victoire? Défensive, certainement si l'on tient compte des faibles délais dont le commandement a disposé pour mettre en place l'organisation défensive du site et des pertes infligées à l'adversaire. Mais le commandement ne tire pas tous les enseignements de la bataille et croit voir dans l'utilisation de la base aéroterrestre le moyen d'imposer « sa » guerre au Viêtminh et de remporter le succès. Les voix qui émettent des doutes et rappellent que le CEFEQ s'en est tiré de justesse sont tuées. Ainsi celle du colonel Féral, chef d'état-major du GOMRN, rappelant qu'au lendemain des combats, le général Gilles déclare : « Ne jamais, jamais plus se remettre dans des conditions semblables, à celles de Na San »...

La fin des illusions 1953-1954

Malgré la mise sur pied des armées des États associés (aux capacités limitées), malgré l'arrivée massive de l'aide américaine, la situation s'est considérablement dégradée en 1952, la victoire de Na San, n'ayant en rien modifié la situation générale. Du côté français, l'impasse militaire est totale et aucune donnée objective ne permet, à cette date, d'espérer un avenir meilleur. Le Viêtminh, lui, poursuit ses infiltrations dans le delta du fleuve Rouge tout en développant une stratégie indochinoise, en impliquant le Laos dans la guerre. Celle-ci oblige le commandement français à disperser ses efforts et à rétracter son dispositif en lui imposant de faire des choix politiques difficiles. La tentative d'invasion du Laos au printemps 1953 (avril-mai) s'inscrit dans cette stratégie. La poussée Viêtminh en direction de la Plaine des Jarres et de Luang Prabang est finalement stoppée grâce aux énergiques réactions de



Tireur d'élite du II/1^{er} RCP à l'affût en 1953. Il utilise un FSA 44 muni d'une lunette dont on aperçoit l'étui en cuir au premier plan. À cette époque de la guerre d'Indochine, les bataillons parachutistes (coloniaux ou légionnaires) intègrent environ 50 % d'Indochinois dans leurs effectifs.

Salan, mais également en raison de la faiblesse de la logistique de l'APV.

La solution d'une victoire militaire en Indochine semblant hors d'atteinte et la volonté « d'en finir » étant de plus en plus présente, reste alors, pour le gouvernement français, le « choix » de l'ouverture de négociations. En mai 1953, René Mayer, Président du Conseil, décide de rechercher, selon la formule devenue célèbre depuis, une « sortie honorable » au conflit. Le général Henri Navarre est désigné pour remplir cette mission et nommé commandant en chef le 8 mai 1953. Peu après son arrivée en Indochine, celui-ci élabore un plan d'action sur deux ans (1953-54 et 1954-55). Celui-ci repose sur une attitude strictement défensive au Nord-Vietnam la première année. La montée en puissance de l'armée vietnamienne permettra alors dans la seconde année de reprendre l'offensive et de porter à l'ennemi des coups décisifs. Or les propres plans du général Giap viennent bientôt contrecarrer ce plan. Renonçant à attaquer le delta, il porte ses forces en direction de Lai Chau pour s'emparer des derniers points forts que les Français conservent en pays thaï, et entend bien réussir cette fois l'invasion du nord du Laos. Pour l'en empêcher, le général Navarre décide de se saisir d'une petite vallée qui porte le nom du principal village qui y est implanté : Diên Biên Phu.



Juillet 1953, lors de l'opération Hirondele qui a pour but la destruction d'importants dépôts d'armes et de munitions dans la région de Langson, des cadres du 8e groupement de commandos parachutistes font le point.

L'objectif, alors, n'est pas encore de «casser du Viêt» ou de rechercher la bataille décisive, mais bien de défendre le Laos que la France s'est engagée à protéger par un traité signé le 28 octobre 1953. Le 20 novembre, trois bataillons parachutistes sont largués, puis rejoints les jours suivants par trois autres bataillons parachutistes. Au 22 novembre 1954, 4560 parachutistes occupent la vallée de Diên Biên Phu. La mise en défense de la base aéroterrestre débute alors, mais, contrairement à ce qui avait prévalu pour Na San, l'organisation du champ de bataille ne semble pas répondre à toutes les exigences requises. Toutefois, face à la pression d'un ennemi qui a mobilisé la majeure partie de ses forces régulières et des dizaines de milliers de coolies (au total peut-être 60000 combattants et environ 40000 travailleurs à la fin du mois de mai), les actions offensives que le commandement espérait lancer à partir de Diên Biên Phu ne sont bientôt plus réalisables. Dès le mois de janvier 1954, toute tentative de sortie se solde désormais par un échec sanglant. Ainsi, même si l'appui et le ravitaillement aériens continuent à jouer et que la piste d'aviation est encore opérationnelle, Diên Biên Phu devient

progressivement un camp retranché, incapable d'assurer la mission pour laquelle il a été initialement créé. Le 13 mars 1954, la bataille s'engage et, malgré la bravoure de ses défenseurs, Diên Biên Phu tombe, le 7 mai 1954 après 56 jours et 56 nuits de combats incessants.

Le départ du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient

Le 20 juillet 1954, les accords de Genève mettant fin à la guerre d'Indochine sont signés. Les Français disposent alors de deux jours pour se replier sur Haiphong et de cent jours autres pour évacuer le Nord-Vietnam : le 9 octobre 1954, le corps expéditionnaire fait ses adieux à Hanoi, les dernières garnisons stationnées à Haiphong quittent le Tonkin le 15 mai 1955, certaines gagnent le Sud-Vietnam. Le 28 avril 1956, le CEFEO est dissous et le départ des dernières troupes marque définitivement la fin de l'influence française en Indochine.

**Officier et docteur en histoire, Ivan Cadeau est chef du bureau Doctrine, opérations et renseignement au Service historique de la Défense. Spécialiste des guerres d'Indochine et de Corée, il intervient régulièrement au profit des cadres de l'armée de terre et est l'auteur de nombreux articles et ouvrages parmi lesquels Diên Biên Phu (Tallandier, 2013), La Guerre d'Indochine. De l'Indochine Française aux adieux à Saïgon, 1940-1956 (Tallandier, 2015) et Cao Bang 1950. Premier désastre français en Indochine (Perrin, 2022). Il est également coauteur de La Guerre d'Indochine. Dictionnaire (Perrin, 2021).*